



LE CANARD

en furie

3ème année

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant du
Rond point Grand Hôtel.
RCCM/NI/NIA/2018/A/073/ NIF: 44 126/S
E-mail: lecanard.enfurie@yahoo.fr
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX : 300 F

N° 129 du Lundi 20 Mai 2019

Massacre de Baley Béri

L'aboutissement d'insuffisances militaires et de fautes politiques graves



Débat sur l'article 47 de la Constitution et Retraite anticipée du Général Djibo Salou

Panique générale dans le camp de Bazoum Mohamed

Alors que le débat sur les dispositions de l'article 47 de la Constitution continue de le perturber, le candidat du principal parti au pouvoir à la présidentielle de 2021 vient encore d'être pris de court par la mise à la retraite anticipée de l'ancien président de la transition militaire qui a passé le témoin au président Issoufou Mahamadou en 2011. Le moins qu'on puisse dire est que c'est une panique générale qui s'est emparé du camp de Bazoum Mohamed.



Drame du camion-citerne/Tuerie des militaires

Malgré le deuil, la bamboula s'est poursuivie à la présidence de la République



Conférence du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA au Ghana

Hama Amadou remet les guristes dans leurs petits souliers

C'est donc avec les cœurs remplis de chagrin et les têtes pleines de honte que ces petits Guristes ont appris que Hama Amadou est parti d'Accra comme il est était venu c'est-à-dire sans être inquiété par personne. Et comme pour continuer à les défier, l'homme était, hier dimanche 19 mai, à Istanbul (Turquie) pour rencontrer d'autres militants de son parti de la diaspora.



Amères vérités

L'armée n'a pas besoin de discours, elle a besoin d'armements et d'équipements militaires de pointe

Il est plus que certain que les Nigériens n'ont plus confiance en leurs dirigeants et qu'ils doutent considérablement, sinon de leur volonté, du moins de leur capacité à doter les Forces de défense et de sécurité (Fds) de l'armement et de l'équipement adéquats leur permettant de faire face avec efficacité au terrorisme et au banditisme transfrontalier. Le massacre de Baley Béri, le 14 mai 2019, a été visiblement la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Ce qui se chuchote s'affirme clairement désormais et ce qui se dissimulait s'expose avec ostentation. Les langues se délient, les colères montent, le procès des dirigeants actuels se fait à charge et il y a de quoi. Trop de défaillances, trop de complots, trop de mensonges, trop de légèretés, ont fini par révolter des Nigériens de nature paisibles et particulièrement patients d'ordinaire. Les terroristes continuent de frapper, avec une facilité extraordinaire qui frise la complicité. Les Nigériens en ont assez de compter leurs morts à longueur de mois, voire de semaines et de n'avoir que ça à faire, sans autre perspective heureuse pour arrêter cette cascade de deuils continus. Ils en ont assez de ces mensonges qui leur font croire que des centaines de milliards sont investis pour assurer leur sécurité alors que les soldats, au front, manquent d'armements et d'équipements militaires adéquats. Ils en ont assez de cette légèreté qu'affichent ostentatoirement leurs dirigeants politiques actuels qui poussent le mépris au point de faire fi du deuil qu'ils ont eux-mêmes décrété pour s'adonner à des ripailles sous prétexte de rupture collective de jeûne. Ils en ont assez de voir tant de jeunes soldats tomber comme des mouches parce qu'ils ont été envoyés en mission de patrouille, très loin de leurs bases, non suffisamment outillés et en nombre négligeable face à un ennemi lourdement armé et qui se déplace par centaines.

Même devant ces corps tout chauds de dizaines de jeunes soldats sacrifiés, car jetés en pâture dans la gueule du loup, la légèreté a continué, comme s'il s'agit d'un banal fait divers face auquel il faut simplement faire de la «com» pour tirer son épingle du jeu. Pour vous en convaincre, écoutez plutôt le ministre de la Défense qui affirme que selon des témoignages, c'est en se lançant à la poursuite des terroristes qui ont attaqué la prison de Koutoukalé, aux environs de Niamey, que la mission du lieutenant Hassane Djibrilla est tombée dans une embuscade. Kalla Moutari ne s'est point gêné de faire cette déclaration ridicule. « Selon des informations recueillies sur place, les 52 soldats étaient partis à la poursuite des terroristes qui ont été repoussés et poursuivis après l'attaque de la prison de Koutoukalé. [...] Les soldats loyalistes patrouillaient près du village de Baley Béri lorsqu'un de leurs véhicules sauta sur une mine. La violente explosion et les tirs nourris n'ont laissé aucune chance aux soldats qui tentaient de secourir les victimes de la mine. Malgré le risque de tomber dans de nouvelles embuscades, les premiers renforts terrestres sont arrivés sur le site à la tombée de la nuit. Les recherches engagées ont permis de retrouver trois véhicules appartenant à l'armée nationale.

Quoi que l'on dise, les autorités politiques sont les responsables de cette série de massacres de soldats nigériens. S'il est illusoire d'imaginer un conflit pareil, asymétrique, sans morts, il reste que la succession de ces tragédies est révoltante. Le gouvernement, qui prétend avoir investi des centaines de milliards dans la sécurité,

sont prises à leur propre jeu. L'armée, incontestablement, est sous-équipée et les missions, notamment de patrouille, ne peuvent être menées au plan terrestre et s'attendre à un risque zéro. Au contraire, à l'heure des drones, envoyer des éléments terrestres loin de leur base sans couverture aérienne est synonyme d'acte sacrificiel. Or, ces drones, même les Reaper, c'est-à-dire les faucheuses parce qu'ils sont armés, ne coûtent pas plus de dix milliards de francs CFA. La sécurité, dit-on, n'a pas de prix. Dans un pays où des individus détournent, tout seuls, près du coup de ces Reaper, on ne peut admettre que la tragédie se poursuive davantage. L'ancien directeur général de la CAIMA [Ndlr : Centrale d'achat d'intrants et matériels agricoles] n'a-t-il pas été accusé par le gouvernement d'avoir détourné près de huit milliards ?

Il est indéniable que la responsabilité du Président Iissoufou est pleinement engagée. D'abord, en sa qualité de chef suprême des armées, il ne peut prétendre ignorer l'état de ses armées, tant au plan humain, matériel que logistique. S'il n'a pas cru bon d'intervenir en tapant du poing sur la table pour faire injonction à Kalla Moutari de remettre en état d'opérationnalité les appareils volants qui sont en panne, il doit avoir ses raisons. Ensuite, en sa qualité de président de la République, garant de l'intégrité territoriale et de la sécurité des personnes et des biens. Ce qui se passe doit par conséquent être mis au compte des échecs de Mahamadou Iissoufou. Si l'armée est sous-équipée comme l'a dénoncé Mohamed Bazoum et que sa section aérienne manque de l'essentiel, c'est sa faute. Si l'armée manque de blindés, c'est sa faute. Si l'armée manque de gilets par balle, c'est sa faute. Si l'armée manque de munitions, c'est sa faute. Si l'armée manque de drones, d'hélicoptères, d'avions de combat, c'est sa faute. Il ne faut pas chercher des faire-valoir ou des boucs émissaires.

Mais, dans cette situation de massacres continus des éléments des Fds, les chefs militaires ont également une grande part de responsabilité. Comment un chef militaire peut accepter d'exposer ses hommes à un massacre éventuel, sans armements adéquats et sans protection aérienne ? Dans les armées les plus puissantes, cela ne se fait pas. On prend le maximum de précautions pour éviter d'enregistrer des morts. On minimise, comme on dit, les risques. Chez nous, on semble tant mépriser la vie humaine au point de répéter les mêmes bêtises, puisqu'une erreur répétée à l'envi n'en est plus une. On ne tire aucune leçon, de ces tragédies qui ont tant endeuillé le Niger alors que, interlocuteurs directs du chef de l'Etat et chef suprême des armées, ces chefs militaires sont d'abord des conseillers de celui-ci. Se taire et admettre la vision suicidaire du politique n'est pas le fait d'un chef militaire. Car, la première préoccupation d'un chef militaire, c'est de protéger ses hommes, pas de les envoyer à la mort.

Bref, il faut le dire tout cru. Tant que les choses continuent comme toujours, il n'y a pas lieu de s'étonner des résultats tragiques. Or, selon toute vraisemblance, Mahamadou Iissoufou et son gouvernement continueront à roupiller en attendant la prochaine attaque meurtrière pour s'épandre à nouveau dans les médias et ressasser les mêmes discours. L'armée n'a pas besoin de discours, elle a besoin d'armements et d'équipements militaires de pointe.

BONKANO

Massacre de Baley Béri**L'aboutissement d'insuffisances militaires et de fautes politiques graves**

Le mardi 4 mai 2019, alors que les Nigériens pleuraient encore les morts de l'explosion d'un camion-citerne, ils apprennent quatre attaques simultanées, dont une à la prison de haute sécurité de Koutoukalé, puis plus rien. C'est par le canal de sources internes au système des Nations Unies que le Canard apprit le massacre survenu à Baley Béri, à quelques kilomètres du village de Tongo-Tongo, là où il y a un an, des militaires américains et nigériens sont tombés. Un communiqué indique que sur 52 soldats en patrouille dans la région, seuls 22 rescapés sont revenus à la base à bord de trois véhicules. Le reste du convoi, soit une trentaine d'hommes, dont le lieutenant Hassane Djibrilla dirigeant la mission, ont trouvé la mort dans une embuscade qui leur a été tendue par des terroristes lourdement armés. Malgré la gravité des faits, jusque tard dans la nuit, les voix autorisées n'ont rien révélé du drame. Le gouvernement s'est emmuré, comme à ses habitudes, dans un mutisme total. Puis la rumeur enfle, le bruit court que les Forces de défense et de sécurité ont fait l'objet d'attaques et qu'il y aurait eu beaucoup de morts. Il a fallu que la rumeur se propage comme une trainée de poudre et enflamme le Niger tout entier, avec des réactions si sévères qu'elles sonnent la révolte, pour qu'elles sortent de leur silence. Les noms des victimes ont commencé à circuler de bouche à oreille, puis sur les réseaux sociaux où l'on note le plus nombre de réprobations connues. Le nom du lieutenant Hassane Djibrilla, un jeune officier de 30 ans à peine, a rappelé à l'opinion nationale, outrée, celui d'un autre jeune officier, Issoufou Koba, tué dans les mêmes conditions, le 22 février 2017. Les hommes de troupe qui composaient la mission, étaient encore plus jeunes. Certains seraient de la classe 2017 et d'autres, de 2018. Leurs visages expriment cette pleine jeunesse.

Insuffisances militaires

Le massacre de Baley Béri est sans aucun doute consécutif à des insuffisances militaires. Les conditions de ce massacre perpétré sur les Fds est inadmissible à bien d'égards. Un officier ayant connu l'officier Hassane Djibrilla au Prytanée militaire a écrit sous anonymat et a soulevé une série de questionnements qui méritent d'être rapportés dans ces colonnes. « Comment comprendre, écrit-il, que de nos jours où le

mode opératoire des terroristes est de venir en effectif conséquent (plusieurs centaines) et à bord de plusieurs moyens (véhicules et motos), que la hiérarchie militaire déploie des missions dans une zone aussi difficile, aussi dangereuse avec des moyens aussi réduits (neuf véhicules) ? Cette attitude frise le sacrifice de la troupe, précise-t-il ». « Comment comprendre qu'à chaque fois que des hommes tombent sur le champ d'honneur, c'est par voie personnelle que leurs familles apprennent leurs décès ? L'institution militaire ne dépêche personne auprès des familles concernées pour les informer ? ».

Envoyés en patrouille très loin de leurs bases, avec des moyens limités, la mission a l'air d'être un acte sacrificiel. Pourquoi risquer tant d'hommes dans une patrouille terrestre alors que l'armée dispose d'appareils volants ? La faute est lourde. Elle est d'autant plus lourde que, selon des informations concordantes, le réseau téléphonique a été saboté depuis une semaine. Sans véhicules blindés et sans aucune couverture aérienne, exposés dans des 4X4 à portée de n'importe quel fusil, les soldats de la mission Hassane Djibrilla ont connu le sort connu à cause d'insuffisances militaires notoires qui ne pardonnent. Et à chaque fois, comme si l'on envoie délibérément ces soldats à l'abattoir, les mêmes procédés sont reconduits, produisant les mêmes résultats. On a beau être terroriste, l'on ne se jette pas dans la gueule du loup. Apprendre que des individus viennent jusqu'à Koutoukalé, ouvrir le feu sur les gardes et prendre la fuite, en plein jour, sans que les Fds, si présentes dans la région, à une poignée de kilomètres de la prison, est affligeant pour la plupart des Nigériens.

Fautes politiques lourdes

Au lendemain (15 mai 2019) du massacre des soldats nigériens, le président de la République, chef suprême des armées, s'est d'abord contenté d'un laconique communiqué dans lequel il écrit ceci : « Notre pays vient, en ce mois béni de Ramadan, de subir une attaque terroriste dans la région de Tillabéry. Je condamne fermement cet acte lâche et barbare. En cette circonstance douloureuse, mes pensées vont à l'endroit des familles des victimes et des blessés ». Une réaction que

les Nigériens ont jugée discourtoise, voire méprisante. Comment le chef suprême des armées peut-il faire preuve d'un si grand détachement vis-à-vis d'une affaire au centre de laquelle il se trouve. Pour de nombreux citoyens nigériens, on eut dit un chef d'Etat étranger. Il va se ressaisir après, face aux récriminations et à la volée de bois vert dont il a eu certainement écho. Il enverra alors son ministre de la défense nationale, Kalla Moutari, auprès des troupes stationnées à ... Puis, il se rend, le 16 mai, au chevet des blessés à l'hôpital de référence. Un sursaut qui ne l'absout pas de la faute commise. Les fautes politiques ne se limitent pas à cette cacophonie du président de la République. Le ministre de la Défense en fera pire. Dépêché auprès des troupes, Kalla Moutari animera un point de presse d'une incongruité extraordinaire. « Selon des informations recueillies sur place, dit-il, les 52 soldats étaient partis à la poursuite des terroristes qui ont été repoussés et poursuivis après l'attaque de la prison de Koutoukalé. [...] Les soldats loyalistes patrouillaient près du village de Baley Béri lorsqu'un de leurs véhicules sauta sur une mine. La violente explosion et les tirs nourris n'ont laissé aucune chance aux soldats qui tentaient de secourir les victimes de la mine. Malgré le risque de tomber dans de nouvelles embuscades, les premiers renforts terrestres sont arrivés sur le site à la tombée de la nuit. Les recherches engagées ont permis de retrouver trois véhicules appartenant à l'armée nationale ». Le récit est digne d'un journaliste reporter et non d'un ministre de la Défense.

Le deuil et la fête permanente au palais présidentiel

Pour faire bonne mesure et témoigner de la préoccupation de son gouvernement alors que les Nigériens sont très nombreux à dénoncer une insouciance totale des dirigeants politiques, le Président Issoufou décrète un deuil de trois jours. Mais il ne le respectera pas lui-même, comme, du reste, celui décrété à la suite de l'explosion mortelle du camion-citerne. Au Palais présidentiel, l'agenda des banquets sous prétexte de rupture collective de jeûne n'a pas subi la moindre modification. Mahamadou Issoufou a continué à recevoir ses invités et à l'occasion, l'on mange, boit, rit à gorge déployée. Nombre de ses convives ne sont

Suite page 4

Conférence du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA au Ghana

Hama Amadou remet les guristes dans leurs petits souliers

Il y a une semaine, le Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine (MODEN-FA/LUMANA-AFRICA) a organisé une conférence à Accra, la capitale du Ghana. La particularité de cette rencontre a sans doute été la forte mobilisation des femmes et des hommes attachés aux idéaux du MODEN-FA, mais aussi et surtout, la présence du président du parti Hama Amadou. Beaucoup d'observateurs et peut-être même des militants du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA ont été surpris de voir Hama Amadou à cette conférence d'Accra, pour la bonne et simple raison que depuis quelques semaines, des partisans du pouvoir de Niamey racontaient, y compris dans les journaux, qu'un mandat d'arrêt a été émis contre l'intéressé et qu'il aurait évité de peu à une arrestation à Cotonou (Bénin) où il avait séjourné auparavant. A comprendre ces partisans du pouvoir du Guri System, il était impensable que Hama Amadou, qui vit en exil en France depuis mars 2016, s'aventure à remettre les pieds dans un pays de la sous-région. Et quand ils ont appris que le président du MODEN-FA est malgré tout présent à Accra, les mêmes se sont empressés de faire le lien entre son éventuelle arrestation et le passage au Niger du ministre ghanéen de la sécurité. C'est donc avec les cœurs remplis de chagrin et les têtes pleines de honte que ces petits Guristes ont appris que Hama Amadou est parti d'Accra comme il est venu c'est-à-dire sans être inquiété par personne. Et comme pour con-



tinuer à les défier, l'homme était, hier dimanche 19 mai, à Istanbul (Turquie) pour rencontrer d'autres militants de son parti de la diaspora. Elle est quand même curieuse, cette attitude des Guristes au pouvoir, qui consiste à ne vouloir que du mal pour une

personne, à cause simplement des divergences politiques. C'est à croire que certaines personnes ont l'assurance qu'elles vont finir le reste de leur vie sur terre au pouvoir et sans avoir affaire à la justice des hommes un jour. **Salifou Hamidou**

Suite de la page 3

d'ailleurs pas des musulmans, trahissant ainsi une vulgaire opération de «com» dans un moment d'extrême douleur pour le peuple.

L'armée de l'air, handicapée par une volonté politique

Sous le titre « ministère de la Défense – Pourquoi tant de laxisme et négligence au sein de l'armée de l'air ? », Maman Abou, un militant de première heure du Pnds Tarayya, fait des révélations détonantes sur la question du sous-armement de l'armée. « Selon nos informations, écrit-il, si on n'y prend garde, l'armée nigérienne risque de ne plus disposer d'avion pour accomplir sa mission régaliennne ». « En effet, trois hélicoptères sont garés en attente de réparation depuis belle lurette. L'état de ces appareils nécessite une intervention en Russie pour leur remise en état opérationnel. Mais, malgré la demande incessante, les

autorités de tutelle feignent de ne pas en faire une priorité, malgré les défis du moment ». [...] « C'est dire, informe Maman Abou, que l'armée nigérienne se trouve présentement privée de cinq appareils volants du seul fait de la négligence de l'autorité compétente ». S'il semble pointer du doigt le responsable de cette situation, Kalla Moutari, Maman Abou tente toutefois de ménager le Président Issoufou, chef suprême es armées. Une source crédible indique pourtant qu'au sein de l'armée, les goulots d'étranglement sont parfaitement connus.

Mohamed Bazoum a bien confirmé le sous-équipement de l'armée

Du reste, si, comme l'a révélé Maman Abou, ces appareils sont cloués au sol pour cause de panne et que le ministre de la Défense refuse de débloquer les fonds devant servir à la fois, à la révision des appareils existants

et à l'achat de nouveaux avions, il va sans dire que le chef suprême des armées a sa responsabilité engagée. Les Fds ne sont pas équipées à la hauteur des enjeux et des défis qu'ils doivent relever et Mohamed Baoum est bien le premier à le reconnaître. Le samedi 21 octobre 2017, 13 gendarmes tombent sous des balles terroristes à Ayrou. Le lendemain, Mohamed Bazoum s'y rend et déclare ceci : « si le rapport de force et en nombre d'hommes et surtout en capacité de feu n'était pas si disproportionné, je suis sûr que le résultat aurait été bien différent ». Mais Bazoum ne s'arrête pas en si bon chemin, annonçant que « nous allons tirer les leçons et nous allons progressivement amoindrir les risques ». Apparemment, ça n'a pas été fait. À ce rythme, la série des drames survenus n'est pas près d'être clôturée et les Nigériens n'ont pas encore fini avec les deuils sous la 7^e République.

Doudou Amadou

Drame du camion-citerne/Tuerie des militaires

Malgré le deuil, la bamboula s'est poursuivie à la présidence de la République

Suite au drame de l'explosion du camion-citerne, intervenue le 6 mai dernier au quartier aéroport de Niamey et la tuerie d'environ une trentaine de militaires dans la région de Tillabéri, le mardi 14 mai dernier, le gouvernement nigérien a décrété un deuil de trois jours pour chaque douloureux événement. En règle générale, quand un deuil est décrété dans un pays, on s'abstient de toute activité à caractère festif pendant la période couvrant ce deuil. Malheureusement, qu'il s'agisse du drame du camion-citerne que de la tuerie des militaires, le deuil n'a pas empêché que la présidence de la République continue d'organiser les ruptures collectives de jeûne. Ainsi, le président de la République a continué à accueillir des femmes et hommes de divers secteurs socioprofessionnels au sein du palais présidentiel pour rompre le jeûne. Bien de Nigériens ont été surpris de voir les images de ces femmes et hommes en train de se bousculer autour des plats servis par la présidence, alors même que l'heure devait être au recueillement. A défaut de les annuler, la présidence pouvait pourtant repousser les fameuses ruptures collectives de jeûne, surtout qu'il reste encore près d'une quinzaine de jours avant la fin du Ramadan. Chez de nombreux Nigériens, c'est même l'opportunité de ces ruptures collectives du jeûne à la Présidence qui suscite des interrogations, notamment au vu de la qualité des personnes qui y sont invitées. Les uns et les autres se demandent, en effet, comment des ressources publiques peuvent être utilisées pour organiser des ruptures collectives à des fonctionnaires de l'Etat ou des travailleurs privés qui ont une situation sociale acceptable, alors même que la plus grande partie de la population vit sous le seuil de la pauvreté ? Si ces ruptures collectives de jeûne sont désintéressées, les observateurs pensent qu'elles devraient d'abord et avant tout être organisées au profit des personnes vulnérables qui peinent même à se payer la glace de 100 FCFA pour rompre le jeûne. Malheureusement, quand on regarde les choses de près, on s'aperçoit très vite que ces ruptures collectives ne



sont pas désintéressées. Chaque soir où elles sont organisées, les médias publiques sont présents et ciblent des personnes qui ne font que l'éloge du président de la République, en le présentant comme le seul président nigérien qui a eu l'ingénieuse et la charitable idée de convier d'autres nigériens à

son palais pour rompre le jeûne. On oublie de dire qu'en dehors de permettre à certains bouches à la recherche de certains goûts et à certains ventres insatiables de satisfaire leur faim, ces ruptures collectives n'ont aucun autre mérite.

Salifou Hamidou

UA Niger 2019

Les experts à Niamey pour une évaluation des travaux

Selon nos sources, les experts de l'Union africaine (UA) ont séjourné à Niamey la semaine dernière pour apprécier l'état d'avancement des travaux au niveau des différents chantiers inscrits dans le cadre de la conférence UA Niger 2019. Selon une confiance faite par ces experts, ils ne sont pas du tout rassurés de l'état d'avancement de ces travaux. La mission a été

une grosse déception pour ces experts de l'UA. Selon nos sources, ils ont promis de revenir le 10 juin prochain pour se faire une idée définitive de l'avancement des travaux et que s'il n'y a pas, entre-temps, un grand changement, le Niger risque de perdre l'organisation de cette rencontre africaine prévue à Niamey en juillet 2019 au profit du Rwanda de Paul Kagamé.

A.Y

Débat sur l'article 47 de la Constitution et Retraite anticipée du Général Djibo Salou

Panique générale dans le camp de Bazoum Mohamed

Alors que le débat sur les dispositions de l'article 47 de la Constitution continue de le perturber, le candidat du principal parti au pouvoir à la présidentielle de 2021 vient encore d'être pris de court par la mise à la retraite anticipée de l'ancien président de la transition militaire qui a passé le témoin au président Issoufou Mahamadou en 2011. Le moins qu'on puisse dire est que c'est une panique générale qui s'est emparé du camp de Bazoum Mohamed.

S'il y a un homme politique nigérien qui se soucie énormément de son avenir politique aujourd'hui, c'est bien l'actuel ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et président du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (Pnds Tarayya), Bazoum Mohamed. Investi candidat le 31 mars 2019 dernier de son parti à l'élection présidentielle de 2021, malgré des oppositions internes manifestes, l'homme se voyait très bientôt dans les costumes de Président de la République, surtout qu'il a usé et abusé de sa position de ministre de l'Intérieur pour imposer un Code électoral taillé sur mesure et une Commission électorale nationale indépendante (CENI), dont la plupart des membres sont considérés, à tort ou à raison, comme des proches du Pnds. Mais aujourd'hui, avec ce qui se passe autour de lui, Mohamed Bazoum est sans doute lui-même convaincu que son rêve de devenir président de la République risque de ne jamais se réaliser, en tout cas pas en 2021. Il y a d'abord cette polémique autour de la conformité de sa candidature avec l'article 47 de la Constitution, que de nombreux analystes pensent avoir été soulevée au sein de son propre parti. Ainsi, ceux qui alimentent cette polémique lui reprochent de ne pas remplir le critère de «nigérien de nationalité d'origine» exigé par l'alinéa 3 de l'article 47 de la Constitution. Face à l'allure prise par la polémique sur les médias traditionnels et les réseaux sociaux, Bazoum Mohamed est sorti lui-même se défendre. Mais, beaucoup de Nigériens qui l'ont écouté ont senti une certaine gêne de l'intéressé, au point où il aurait dévié le débat sur un terrain ethnique. Sur les réseaux sociaux, notamment Facebook,



des textes retraçant la généalogie du ministre-candidat ont été largement partagés, sans réussir à mettre fin à la polémique. C'est au moment où le débat ample sur l'article 47 de la Constitution que la nouvelle de la mise à la retraite du Général de corps d'Armée Djibo Salou est tombée la semaine dernière. De l'avis de nombreux analystes, l'ancien chef de la transition militaire du Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRSD) a quitté l'armée pour entrer dans la politique et surtout prendre part à la prochaine élection présidentielle. Si cela se confirme, Mohamed Bazoum a encore de nouvelles raisons de s'inquiéter sur son sort. Une candidature du Général Djibo Salou va considérablement réduire ses chances, au cas même où il venait à surmonter l'obstacle de l'article 47 de la Constitution. Il y a quelques mois, l'ancien président de l'Assemblée nationale Hama Amadou avait publiquement annoncé avoir été informé par l'ancien ministre de l'Intérieur Ousmane Cissé, qu'un deal a été signé entre le président de la République Issoufou Mahamadou et le Général Djibo Salou, au sortir de la transition militaire de 2010-2011. Aux termes de ce deal, le prési-

dent Mahamadou Issoufou devait aider le Général Djibo à revenir au pouvoir par les urnes, après que lui-même l'ait sans doute aidé à remporter les élections de 2011. En dehors d'un démenti laconique apporté par l'ancien ministre Ousmane Cissé, le président Issoufou et le général Djibo n'ont jamais démenti l'existence d'un tel deal. C'est dire que si jamais Djibo Salou s'engage dans la course pour la présidentielle de 2021, le président Issoufou Mahamadou risque, à défaut de demander à le soutenir, s'abstenir de battre campagne pour un autre contre lui. Or, avec les remous internes au Pnds Tarayya, certains cadres et militants de ce parti peuvent choisir d'eux-mêmes de soutenir la candidature de l'ancien Général grâce au coup d'Etat duquel leur parti est arrivé au pouvoir, après plusieurs tentatives infructueuses. On comprend donc pourquoi une certaine panique s'est emparée des partisans de Bazoum Mohamed, notamment les plus actifs sur les réseaux sociaux, qui tentent même de faire avaler à l'opinion le léger argument que le Général Djibo Salou a demandé sa mise à la retraite à la demande de la Commission économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), dont il veut postuler à un avis d'appel à candidature.

Salifou Hamidou

Niger: qu'est-il arrivé à Oumarou Roua, disparu vers Tongo Tongo le 11 avril?

Ce conseiller à la primature du Niger, toujours en fonction au moment des faits selon ses proches, a disparu le 11 avril, dans la région de Tongo Tongo, au nord du pays, où il s'était rendu pour rencontrer officiellement un émissaire du groupe État islamique au grand Sahara. La mission aurait mal tourné selon un de ceux qui l'accompagnaient, mais sa famille et ses proches espèrent encore.

C'est à l'invitation téléphonique d'un des lieutenants du chef du groupe État islamique au grand Sahara (EIGS) que « Kiro », le surnom d'Oumarou Roua, aurait effectué son déplacement. Objectif : négocier la libération d'un **humanitaire allemand enlevé le 11 avril 2018** dans la région d'Ayorou.

« Kiro » se déplace avec un chargé de mission de la Haute autorité à la consolidation de la paix et un chauffeur. Un voyage effectué avec l'aval d'un des services de l'administration nigérienne, selon nos sources.

Seulement, la rencontre avec les émissaires de l'EIGS tourne court au bout de quelques heures. Le chauffeur est ligoté dans sa voiture, les deux autres passent une journée à être torturés, avant d'être séparés.

Cinq jours plus tard, l'officiel qui accompagne « Kiro » rentre et informe sa famille que ce dernier a été tué. Mais il n'a pas vu son corps. Puis, la semaine suivante, le chauffeur est à son tour libéré et assure au contraire que le conseiller à la primature est toujours en vie, sans pour autant l'avoir vu.

« Kiro » a-t-il été victime d'un règlement de compte ? Ou est-il toujours retenu ? Selon un officiel nigérien, la négociation liée à l'otage allemand n'était qu'un prétexte pour l'attirer dans un piège. Les jihadistes lui reprocheraient ses contacts avec des Français et son intention de ramener au bercail de jeunes Peuls nigériens partis combattre dans les rangs de l'État islamique au grand Sahara.

Par Rfi

Niger: l'attaque meurtrière près de Tillabéry rappelle celle d'octobre 2017

Une embuscade meurtrière a coûté la vie à 28 soldats nigériens dans le nord de la région de Tillabéry, non loin de la frontière malienne. Une colonne militaire des Forces armées nigériennes a sauté sur des mines placées sur leur chemin. Puis s'en est suivi un assaut de terroristes lourdement armés. Le gouvernement nigérien a décrété un deuil national de trois jours à compter de jeudi 16 mai.

Ce sont des hommes de la 112e compagnie spéciale d'intervention, basée à Ouallam, et leur colonne d'au moins huit véhicules, qui sont tombés dans une embuscade tendue par des terroristes à 45 kilomètres au nord-ouest du village de Mangaïzé, non loin de Tongo Tongo et de la frontière malienne.

Les 52 soldats partis à la poursuite de jihadistes qui ont tenté d'attaquer la prison de Koutoukalé patrouillaient près du village de Baley Béri quand un de leurs véhicules a sauté sur une mine. La violente explosion et les tirs nourris de l'ennemi n'ont laissé aucune chance aux soldats.

Trois avions de reconnaissance -

français, nigérien et américain - ont survolé à plusieurs reprises la zone de combat puis sont rentrés à leur base à Niamey sans avoir vu de mouvement jihadiste au sol. Selon plusieurs sources, les jihadistes n'ont pas eu le temps de franchir la frontière malienne. Des complicités locales les auraient cachés après l'attaque. Malgré le risque de tomber dans de nouvelles embuscades, les premiers renforts terrestres sont arrivés sur le site à la tombée de la nuit. Les recherches engagées ont permis de retrouver trois véhicules appartenant à l'armée nigérienne. Un seul véhicule manque à l'appel, celui de l'officier chef de la mission.

Quelle est encore la capacité de nuisance de l'« État islamique dans le Grand Sahara » ? Cette embuscade s'est déroulée dans une région où avait eu lieu, en octobre 2017, une attaque similaire lors de laquelle 5 militaires nigériens et 4 soldats états-uniens avaient été tués par des jihadistes venus à bord d'une dizaine de véhicules et d'une vingtaine de motos à hauteur de Tongo Tongo encore (situé une centaine de kilomètres de Niamey et à une vingtaine de kilomètres de la frontière avec le Mali).

Par Rfi

Niger, le général Salou Djibo en embuscade pour les Présidentielles

Un accord secret aurait été conclu en vue des présidentielles de 2021 entre l'actuel président Issoufou et le général Salou Djibo, ancien chef de la junte militaire en 2010 et 2011

Le général Salou Djibo, l'ancien chef de la junte militaire qui a dirigé le Niger entre 2010 et 2011, a toujours conservé des ambitions politiques. Peu après son départ du pouvoir, il avait créé la Fondation Salou Djibo (FONSAD) en prévision de son retour en politique. Or à sa demande, ce haut gradé vient d'être mis à la retraite de l'armée nigérienne. Une première étape vers sa candidature à la présidentielle prévue en 2021.

L'idée d'un come back du général putschiste a été relancée à la fin de l'année 2018 par les révélations de l'ancien Premier ministre Hama Amadou. Lequel a affirmé publiquement qu'il existe un deal secret entre l'actuel président Issoufou et son prédécesseur Salou Djibo.

A en croire les détails fournis par Hama Amadou, candidat malheureux à la présidentielle qui vit en exil en France, Salou Djibo a organisé l'arrivée au pouvoir de Mahamadou Issoufou en 2011. En échange, l'actuel président nigérien s'est engagé à lui remettre le pouvoir en 2021.

Des attaques terroristes quotidiennes

Désormais libéré de ses obligations militaires, le général Djibo va consacrer son temps à son ambition présidentielle.

Depuis plusieurs années, il s'est retiré du Niger et partage son temps entre Abuja au Nigeria, où il travaille pour la CEDEAO, et Ankara où vit sa seconde épouse Maïmouna Gazibo, nommée ambassadrice du Niger en Turquie par Mahamadou Issoufou.

Officiellement, le président Issoufou, qui ne se représente pas en 2021, soutient son ministre de l'Intérieur Mohamed Bazoum, investi en mars dernier par le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS). Bien qu'ap-



partenant à la mouvance présidentielle, le Mouvement national pour la société de développement (MNDS), la troisième force politique du pays après le PNDS et le mouvement de Hama Amadou, a investi son président Seyni Oumarou comme candidat à la présidentielle de 2021.

Si les prétendants au fauteuil présidentiel commencent tranquillement à se faire connaître, nul ne sait, en revanche, dans quelles conditions le scrutin de 2021 aura lieu. Le pays est confronté à des attaques terroristes quotidiennes. Aussi bien sur sa frontière nord-ouest commune avec le Mali que sur sa frontière sud-est qu'il partage avec le Nigeria. Sans parler de la menace libyenne sur son flanc nord.

A quoi s'ajoute l'absence de consensus entre le pouvoir et l'opposition sur le nouveau code électoral qui exclut à dessein l'ancien Premier ministre Hama Amadou de la compétition de 2021.

Nicolas Beau (Mondafrique)

Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

Directeur de publication

Arouna Yacouba
99.34.21.99

Directeur Commercial

Inoussa DICKO

E-mail: lecanard.enfurie@yahoo.fr

90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition

Le Canard en furie

Tirage: 1000 Exemplaires sur
Les presses de la DARCYS

Un atelier de sensibilisation organisé par l'ANLTP/TIM

Une journée de sensibilisation au profit des femmes des médias

En prélude à la journée nationale de la femme au Niger, un atelier de sensibilisation à l'intention des femmes des médias a été organisé par l'Agence nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants (ANLTP/TIM) le 10 mai 2019 dans la salle de la maison de la presse, en présence de la représentante de l'Organisation Internationale des Migrants (OIM). Dont trois (3) thèmes sont : Non à la traite des femmes ; Non à la prostitution des femmes et enfin Non à la pratique de la mendicité par les femmes. Au cours de cette cérémonie la représentante de l'OIM a fait un discours dont nous vous proposons quelques extraits de son discours.

«Dans son discours Madame Rahamatou Daouda la représentante de l'OIM disait nous estimons nécessaire, que les hommes et femmes chargés de la transmission de l'information vers la population, soit suffisamment informés par rapport à la thématique sur laquelle ils interviennent. La traite des personnes est aujourd'hui une réalité qui se manifeste sous plusieurs formes au Niger parmi lesquelles on peut citer l'exploitation de la prostitution d'autrui, l'exploitation de la mendicité d'autrui, et j'en passe. Nous osons espérer qu'à l'issue de cette activité, qui vous donnera les outils nécessaires à une sensibilisation efficace, vous contribuerez significativement à la prise de conscience de la population sur les questions de traite des personnes, à la vulgarisation des textes relatifs à la traite des personnes et à dénoncer tout cas aux autorités compétentes. Je n'en doute point de l'intérêt que vous accordez à la présente activité de sensibilisation et je sais que vous saurez être attentif afin d'en tirer le meilleur parti et faire une large diffusion. Je ne terminerai pas cette allocution sans transmettre mes encouragements à l'endroit de l'ANLTP mais aussi à l'endroit des autorités nigériennes pour tous les efforts consentis pour combattre la traite des personnes. Enfin, j'adresse mes sincères remerciements au gouvernement Danois dont l'appui financier a permis la réalisation de la présente activité.»

Qu'est-ce que sait la traite des personnes ?

Selon une ordonnance N°2010-86 en date du 16 décembre 2010 en son **Article 2** : définit la traite des personnes comme suit :

Au sens de l'ordonnance N°2010-86 du 16 décembre 2010 relative à la lutte contre la traite des personnes : on entend par : Traite des personnes : Toute opération ou action qui vise à recruter, transporter, transférer, héberger ou accueillir des personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contraintes, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité ou par l'offre ou l'acceptation de paiement d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant une autorité sur une

autre aux fins d'exploitation.

La loi N°2015-36 du 26 mai 2016 relative au trafic illicite de migrants. Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;

Chapitre Premier, article premier : la présente loi a pour objet de :

- prévenir et combattre le trafic illicite de migrants ;
- protéger les droits du migrant objet de trafic illicite ;
- promouvoir et faciliter la coopération nationale et internationale en vue de prévenir et de combattre le trafic illicite des migrants sous toutes formes.

Article 2 : La présente loi s'applique à toutes

les formes de trafic illicite de migrants, qu'elles soient ou non liées à la criminalité organisée ou à un criminel organisé.

Article 3 : Au sens de la présente loi on entend par :

-trafic illicite de migrants : fait d'assurer, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un Etat Partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant, ni un résident permanent de cet Etat ;

-migrant international : toute personne qui vit de façon temporaire ou permanente dans un pays dans lequel elle n'est pas née et qui a acquis d'importants liens sociaux avec ce pays ;

L'élégance, la mode c'est



SORA

Prestige

.Foyer de couture

.Couture : Homme, femme et enfant

.Vente : Prêt à porter



Contact: 00227 94 09 74 94 / 91 11 03 02

Email: ramatoulayeissamossi@gmail.com

Lieu: Bobiel, face école Galaxie. Niamey- Niger